

Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires de la protection internationale

Edito

En 2014, 14489 personnes ont été admises au statut de réfugié ou de bénéficiaire de la protection subsidiaire en France. L'article 34 de la convention 51 relative aux statuts des réfugiés appelle les Etats à faciliter l'intégration et la naturalisation des réfugiés.

« Les réfugiés en tant que ressortissants de pays tiers, ont des besoins spécifiques qui découlent entre autres des épreuves et privations particulières endurées dans leur pays d'origine ou durant leur fuite, de persécution ou de conflits armés qu'ils ont subis, ainsi que de la séparation et la perte des membres de leur famille, conséquences fréquentes de leur fuite ».

Quelles sont les mesures de soutien spécifiques destinés à ce public, visant à faciliter l'insertion sociale et professionnelle (accès au marché du travail -cours de langue, accès au logement, reconnaissance des qualifications, formation professionnelle, non professionnelle) ?
L'accès au logement est en général difficile, selon différents facteurs dont le manque de garanties personnelles (lié à l'absence de réseau social et des faibles économies financières, absence de contrats de travail et de bulletins de salaire). Un cercle vicieux. L'accès à l'emploi est d'autant plus complexe, les Bénéficiaires de la Protection internationale ne sont pas toujours immédiatement employables à l'obtention de leur protection compte tenu, entre autres, de leur niveau de français.

Comment les professionnels peuvent s'emparer des différentes mesures en vue de favoriser l'accompagnement de ce public ?

La fédération des Acteurs de la Solidarité travaille en étroite collaboration avec le Ministère en vue d'aboutir à une réforme autour de la question de l'intégration.

Cette journée d'échanges régionale, mise en œuvre avec le soutien financier de la DIRECCTE Aquitaine, a pour objectif de présenter les directives nationales et leur impact sur les territoires en mettant en lumière des expériences entre différents opérateurs et les partenaires institutionnels. De nombreuses préconisations sont faites pour favoriser leur retour à l'emploi au vu des conditions d'accueil sur le territoire français. Plusieurs préconisations sont soumises à un partenariat fort entre le milieu associatif, les partenaires institutionnels, les entreprises pour lutter contre les emplois précaires et très peu stables, auxquels sont aujourd'hui encore contraints les Bénéficiaires de la Protection Internationale.

La question de la remise en emploi est intimement liée à l'accès aux soins, au logement, aux droits et au renforcement du lien social.

Au total, 128 participants à la journée dont 5 réfugiés impliqués en amont de cette journée. La fiche d'évaluation a été remplie par 40 personnes.

Secteurs représentés : secteur social, ESS, et partenaires institutionnels (CAF, DRDJSCS, DDCSPP, Pole Emploi)

- Secteur Social/médico social : 48%
- Secteur IAE/ESS : 37%
- Partenaires institutionnels : 15%

Orientations et souhaits des participants :

- Continuer à travailler la problématique de l'insertion vers l'emploi avec les publics bénéficiaires de la protection internationale
- Prioriser la formation des professionnels de l'emploi autour de la question des réfugiés.
- Favoriser les dynamiques de partenariat et valoriser les expérimentations sur les territoires

Niveau de satisfaction : voir précisions pour chaque table ronde

Joindre au document support graphique de Nicolas.

TABLE RONDE : ORIENTATIONS NATIONALES ET EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES NIVEAU DE SATISFACTION DES PARTICIPANTS – MAJORITAIREMENT TRES BIEN ET DUREE ADAPTEE

- Marion LIGNAC, Chargée de mission au siège fédéral de la Fédération des Acteurs de la Solidarité – Présentation du contexte, Points de blocage, attentes de la fédération – voir plaidoyer de la fédération. - Plaidoyer Accès aux logement, accès aux soins, accès à la formation professionnelles et à l'emploi, accès aux droits, lien social.
- Virginie LASSERE, Cheffe du département de l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés- Direction de l'asile, Direction générale des étrangers en France, Ministère de l'intérieur.

20000 réfugiés en 2015 – 36000 en 2016 et 40000 en 2017 – LA France est un pays sous doté en matière d'hébergement et le flux peut être vite un peu complexe à gérer même si il est tout de même pas très important. En France, on manque de statistiques sur ce public. Accueil de nombreuses nationalités.

En termes d'études, on peut s'appuyer essentiellement sur 3 enquêtes dont la dernière date de 2015. Il n'est pas simple de construire des politiques publiques avec si peu de chiffres.

Tout le territoire est maillé d'expériences extrêmement intéressantes. Dans le cadre de démarche intégrée, le taux de retour à l'emploi est plus élevé.

- Nicolas FLAMAND, Directeur de Projets au sein de la Direction des Politiques Familiales et Sociales de la Caisse Nationale des Affaires Familiales

Plusieurs priorités dégagées :

- Pour les migrants, faciliter l'accès aux droits notamment en facilitant l'ouverture de comptes bancaires – ce qui est particulièrement difficile aujourd'hui – Dispositifs d'interprétariat – appli migrants – kit pour l'intégration
- Pour les partenariats en vue de l'optimiser – Voir convention de partenariat, Caf Gironde – Accueil concerté et progressif – Services humanitaires dédiés.

CAF Dordogne – Liens qui se sont tissés progressivement avec l'ensemble des partenaires – démarches européennes, voire internationales

- Pour les professionnels au sein des CAF, favoriser une communication positive et les mobiliser en étant vigilants aux à ce que l'information sur le sujet soit diffusée

Effets des tables rondes concernant l'accès à l'emploi des bénéficiaires de la protection internationale.
NIVEAU DE SATISFACTION DES PARTICIPANTS – MAJORITAIREMENT TRES BIEN ET DUREE ADAPTEE- TABLE RONDE SUR LES QUESTIONS D'EMPLOI – UN PEU COURTE SELON 33% DES PARTICIPANTS

- Tous les intervenants se sont entendus sur l'importance de l'approche intégrative entre les acteurs. Les liens entre les acteurs du logement, de l'emploi, et les professionnels facilitant l'accès aux droits.
La dynamique d'accompagnement fait sens commun à chaque acteur et il est mis au service des réfugiés.
- Important de formaliser le partenariat – convention de partenariat – Voir expériences similaires proches avec la CAF Gironde, avec les opérationnels de terrain – broder des expérimentations pour faire du lien sur des territoires

EXPERIMENTATIONS /

Sophie SEMPEY (CAF Gironde – référent humanitaire) : poste pour créer un lien entre les associations humanitaires et caritatives ainsi que les gestionnaires de CADA. Prise de poste le 1^{er} juin. A rencontré tous les CADA de Gironde. Petit historique sur ce qui se fait à la CAF en direction des personnes réfugiées : dans le cadre de sa mission du SP, mise en place de traitements spécifiques pour répondre au plan migrants 2015 : création d'une adresse mail dédiée pour que les CADA adressent les demandes. Une fiche co-construite permet d'orienter vers les services concernés. Des techniciens ont été formés pour apporter une réponse juste aux dossiers - Travail ancien sur le lien parents-enfants avec une préparation CADA-crèche.

Convention en préparation avec le COS. Dans le décret du 2 mars 2016 du CASF prévoit des rencontres régulières, l'accompagnement des personnes réfugiés et de la protection subsidiaire.

Service innovant car 1^{ère} expérience à la CAF de Gironde au niveau national. Véritable intérêt que les réfugiés accèdent à l'emploi et surtout que tout le monde ait accès aux droits de manière à limiter les freins administratifs et psychologiques à l'accès aux droits.

Isabelle de Vecchi : Référente internationale CAF de Périgueux : partenariat monté de façon très artisanal avec les centres d'HU, les CADA et les CPH. Travail autour de l'accès aux droits pour les personnes réfugiées et l'accès aux droits. Formation des équipes pour traiter les dossiers le mieux possible. Il s'agit notamment d'assurer le traitement du périmètre de chacun. Lien personnel très rapide. Possibilité de s'appeler en direct et de traiter les dossiers plus rapidement pour éviter les freins. Importance aussi de pouvoir expliquer aussi aux personnes directement tout le panel de droits.

Au-delà des CADA, il y a toutes les associations autour de l'insertion des relocalisés et la découverte notamment de pathologies sur lesquelles la CAF peut être moteur ou faire du lien avec d'autres partenaires.

Laurence BERNET : Ravie d'être là et d'intervenir sur l'emploi des réfugiés puisque la Direccte n'a pas compétence sur le logement ou autre mais il est indispensable de concevoir l'emploi dans un parcours global. Aujourd'hui, il y a différentes politiques de l'emploi liées à l'insertion professionnelle. Il y a notamment 437 SIAE en NA et elles sont déjà en phase d'accueil des BPI. L'essentiel c'est le partenariat pour promouvoir l'insertion professionnelle. La Direccte, la Région et les OPCA sont en train de travailler l'accord cadre de la formation des salariés de l'IAE. Les formations linguistiques pourront s'intégrer dans ce cadre-là et permettre aux BPI de compléter leur accès à la langue française.

Il y a des expériences très intéressantes qui sont en train d'être menées par les SIAE.

Chantier d'insertion secteur rural/secteur urbain – liens avec les acteurs du logement pour que le parcours soit pérenne – Acteurs du logement, habitants du village, en fonction. Convention de partenariat

Dispositif pour l'Intégration en Dordogne (DISPI) – dispositif soutenu par le soutien financier de l'Etat
– Un service d'accompagnement pour l'emploi et le logement des personnes réfugiés sur le territoire périgourdin. L'ambition est de promouvoir l'autonomie personnelle, sociale et économique des réfugiés par l'accès à un emploi et un logement et prévenir les ruptures à la sortie des établissements.

Voir plaquette d'informations

En PJ – Support graphique Réfugiés – Dispositif DISPI porté par l'ASD en Dordogne

Contact Action Emploi Réfugiés – violette.debarbouille@actionemploirefugies.com

"Je suis" <https://www.youtube.com/watch?v=TK401kzYvb4>

Vidéo de notre campagne 2017 : " Même pas peur" <https://www.youtube.com/watch?v=zHDH7YwaXDU>

Contact AFPA : Marie DELRIEU : marie.delrieu@afpa.fr – Programme HOPE : paroles de réfugiés
En formation à l'Afpa <https://youtu.be/ne8cmRFGFGY>

Le guide du réfugié : Nous en avons au siège de la Fédération, vendu à 5 euros chacun :
<http://www.leguidedurefugie.com/>

Informations et actualités : <http://www.federationsolidarite.org/publics/refugies-et-migrants>